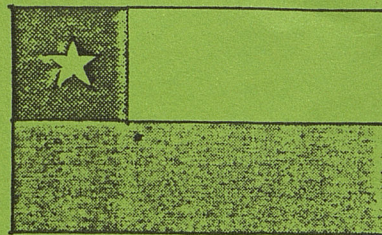


# TELEX ~



ASSOCIATION LOI DU

1er JUILLET 1901

1, rue MONTMARTRE

75001 PARIS

# CHILE

PARIS, JUILLET - AOUT 86



N° 11



4° P. 12270





JUILLET 1986 AU CHILI.

I JUILLET 1986.

FPMR-DEMENTI.

Le mouvement révolutionnaire clandestin, Front Patriotique Manuel Rodriguez, a démenti aujourd'hui le fait que les deux femmes et l'homme qui ont été tués aujourd'hui à Santiago soient membres de cette organisation.

Au moyen d'appels téléphoniques, le FPMR a déclaré que face à la tuerie opérée cette nuit, par des agents de la dictature contre les membres de la famille du chanteur Benedicto Salinas, il se joint à la douleur des parents et aux combattants démocratiques de ce pays.

Le communiqué ajoute : "ces personnes n'appartenaient pas à notre organisation, et il n'y avait chez elles, aucune arme ni aucun arsenal caché, ni clinique clandestine et ne servait pas de maison "cachette", comme l'ont prétendu les autorités".

Le FPMR dénonce, de plus, que ces personnes ont été assassinées "afin de traumatiser les Chiliens avant une prochaine journée de manifestations, une grève prévue pour les 2 et 3 juillet".

"C'est un essai pour agresser les personnes liées au Parti Communiste, au sein duquel militaient ces personnes, semble-t-il. Nous supposons qu'ils les ont tuées parce que c'était des communistes", a conclu le FPMR.

GREVE-INCIDENTS.

L'armée est sortie dans la rue à Santiago et a arrêté au moins 30 manifestants universitaires, avant la grève nationale organisée par les syndicats. Ceux-ci demandent le retour à la démocratie.

Fortement armés et le visage peint en noir, les soldats ont pénétré dans la Faculté de Médecine de l'Université du Chili où ils ont arrêté 50 étudiants qui criaient des slogans anti-gouvernementaux et installaient des barricades.

2 JUILLET 1986.

GREVE NATIONALE.

Deux morts, de nombreux blessés et des arrestations ainsi qu'une vague d'attentats à l'explosif, une absence totale de moyens de transports ont marqué le début de cette journée de grève nationale.

Boris Vera, un comptable de 24 ans, a été tué par des inconnus alors que les manifestants installaient des barricades dans le quartier de La Victoria.

Ivan Aqueveque, ouvrier de 21 ans, a également été abattu par balles, dans le quartier de Cerro Navia, selon des sources de l'Eglise Catholique.



GREVE-REACTIONS-CHILI.

Le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR), clandestin, a signalé que cette grève générale doit être "une vigoureuse et combattive expérience d'organisation et de lutte (...) vers le dur chemin qui nous conduira à la liberté et à la justice pour tous".

Le Mouvement Démocratique Populaire (MDP), et l'Alliance Démocratique (AD), se sont joints aussi à cette journée de "désobéissance civile".

L'Eglise Catholique, par le biais du Vicariat de la Solidarité, Monseigneur Tapia, a exorté les Chiliens à rejeter la violence, mais s'est montré pour la droite à ne pas être d'accord, "car la voix du peuple doit être écoutée".

Le FPMR a dit que la grève générale sera déterminante "dans la lutte pour en finir avec la répression".

3 JUILLET 1986.

GREVE-VICTIMES.

L'Assemblée Civile demandait le retour à la démocratie et ce deuxième jour de grève nationale s'est soldé par d'autres victimes de la répression.

La petite Nadia Fuentes, âgée de 13 ans, a été mortellement touchée par les balles des militaires et fait passer la nombre des victimes à trois.

Sa mère déclare : "elle traversait la rue quand les militaires ont commencé à tirer; je l'avais envoyée chercher le pain et ils lui ont tiré dessus".

Carmen Quintana et Rodrigo Rojas, âgés tous deux de 18 ans, ont été arrosés d'un liquide inflammable avant d'être brûlés par un groupe d'hommes armés qui les ont emmenés dans une fourgonette.

Les deux jeunes ont été retrouvés grièvement brûlés dans un autre quartier.

Le père de la jeune fille déclare "selon les renseignements que nous avons réunis, c'est une patrouille de militaires qui a arrêté les deux jeunes gens".

GREVE-SOUTIEN INTERNATIONAL.

La Paz, Bolivie : La COB, Centrale Ouvrière Bolivienne (le plus important syndicat regroupant ouvriers, paysans, employés, instituteurs et étudiants ainsi que divers secteurs populaires boliviens) a déclaré aujourd'hui que les ouvriers et le peuple de Bolivie "soutiennent de toutes leurs forces la grève des ouvriers du Chili contre la dictature de Pinochet".

San José, Costa Rica : Le Comité costaricain de Solidarité avec le peuple chilien a demandé aujourd'hui à l'Assemblée Législative du Costa Rica, un vote de censure contre le régime de Pinochet.

Le Comité a demandé au congrès de suspendre tout accord ou contrat avec la dictature chilienne et a suggéré au Président Oscar Arias qu'il ne désigne plus d'ambassadeur au Chili, en signe de protestation contre le régime militaire.



Montevideo, Uruguay : Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblés aujourd'hui face à l'ambassade du Chili à Montevideo, afin de soutenir la grève nationale qui a lieu au Chili.

La manifestation avait été appelée par le Comité de Solidarité avec le Chili, la Centrale syndicale PIT-CNT et plusieurs organisations d'étudiants.

Buenos Aires, Argentine : Près de cinq mille personnes ont manifesté ce soir près du parlement argentin pour exprimer leur solidarité avec le peuple chilien en grève aujourd'hui. Les principaux partis politiques, le P. Radical (celui au pouvoir) et le P. Justicialiste (première force d'opposition) ainsi que d'autres organisations de diverses tendances, la centrale ouvrière et des groupes humanitaires ont apporté leur appui à cette manifestation.

Madrid, Espagne : une cinquantaine de personnes s'est regroupée aujourd'hui face au consulat chilien afin de manifester contre la dictature.

Cette marche a été convoquée par les comités de solidarité et plusieurs partis de la gauche parlementaire.

D'autre part, le vice-président du gouvernement espagnol, Alfonso Guerra, a déclaré aujourd'hui que l'Espagne fera des propositions concrètes d'appui à la cause démocratique au cours de la réunion de la CEE avec les pays latinoaméricains, qui aura lieu à Londres le 9 juillet prochain.

Sur la soirée, 3000 personnes se sont rassemblées Place d'Espagne à Madrid pour soutenir la grève du peuple chilien.

Paris, France : Environ 400 personnes, la plupart réfugiés politiques chiliens ont manifesté aujourd'hui face à l'ambassade du Chili à Paris, en solidarité avec les deux jours de grève organisée au Chili.

Des drapeaux chiliens et des pancartes où l'on pouvait lire "Les Travailleurs du Chili unis contre le fascisme luttent pour la liberté" devançaient le cortège où les manifestants scandaient des slogans anti-dictatoriaux.

Un représentant du MDP a lu un discours où il a souligné l'importance de la création de l'Assemblée Civile, "un positif progrès des forces d'opposition chiliennes", a-t-il dit.

De plus, "le succès de la grève nationale permettra à l'opposition chilienne de préparer de nouvelles journées d'action jusqu'à rendre le Chili actuel ingouvernable".

Le Parti Socialiste français a diffusé un communiqué où il précise "l'espoir de plus en plus grand de voir s'écrouler peu à peu les dernières dictatures d'Amérique Latine".

Faisant allusion à la grève nationale au Chili, il souligne que "les forces politiques d'opposition, l'AD et le MDP fonctionnent, finalement, en union solide pour organiser des actions concrètes".

#### GREVE-PLUS DE MORTS...

Cette nuit le nombre de morts est passé à six depuis le début de la grève.

Un étudiant de 19 ans, Ernesto Igor Rios, a reçu une balle au front et Ruben Alejandro Contreras, également âgé de 19 ans, a reçu une balle au côté gauche du thorax.

Francisco Lopez Zuniga, avait lui 20 ans et la balle qu'il a reçue dans l'abdomen l'a tué.

Tous étaient de quartiers populaires de Santiago.



4 JUILLET 1986.

GREVE-BILAN.

Six morts, cinquante blessés, 600 arrestations et 70 attentats à l'explosif ont été le bilan de ces deux journées de grève nationale.

Les principaux leaders de l'opposition ont déploré ces morts, mais se sont montrés satisfaits par l'absentéisme presque total sur les lieux de travail. Ils ont déclaré :

"Cette grève est la plus grande mobilisation de ces derniers 13 ans pour reconquérir la démocratie".

Il y a eu une censure totale de la presse imposée par la junte.

REACTIONS INTERNATIONALES.

A La Paz en Bolivie, à Caracas au Vénézuéla, à Madrid en Espagne, des comités de solidarité de réfugiés, de femmes, des syndicats ont soutenu la lutte du peuple chilien en manifestant dans divers pays face aux sièges diplomatiques chiliens.

5 JUILLET 1986.

OPERATIONS DE RATISSAGE.

Des militaires et des carabiniers ont commencé aujourd'hui de vastes opérations de ratissage à l'est de Santiago où des centaines d'hommes ont été arrachés de leurs foyers et soumis à des interrogatoires forcés.

FPMR-FUNERAILLES.

C'est dans un climat de vive tension qu'ont été enterrées aujourd'hui les trois victimes de la répression, Margarita Martin, Maria Paz Martin et Isidro Salinas Martin.

Le chanteur Salinas a lu un poème dédié à son fils Isidro et un groupe de jeunes a entonné le chant de l'Internationale Socialiste.

De nombreux chanteurs, musiciens, acteurs et personnalités du spectacle ainsi que des dirigeants du MDP étaient en tête du cortège, où un millier de personnes était présent au Cimetière Général de Santiago, alors que la police maintenait une attitude de surveillance.

Aujourd'hui, le FPMR a reconnu finalement que les trois victimes appartenaient au Front.

"Nous communiquons au peuple chilien et à nos amis du monde entier que ni ces crimes ni aucun autre ne resteront impunis".

INDIENS MAPUCHES CHASSES.

Des paysans indigènes du sud du pays se sont appropriés une ferme afin de reconquérir la terre de leurs ancêtres, dans la région d'Arauco; ils ont été ensuite chassés par la police et les militaires.

Près de 300 Mapuches ont occupé 3000 hectares de la propriété le 2 juillet au début de la grève.

6 JUILLET 1986.

JEUNES BRULES.

Un des deux jeunes brûlés par un commando de militaires a succombé à ses blessures aujourd'hui à l'hôpital Central de Santiago.



Rodrigo Rojas Denegri, âgé de 19 ans, est mort par asphyxie suite aux brûlures.

Carmen Quintana, elle aussi très gravement brûlée, est toujours soignée au service d'urgences.

#### ENCORE UNE VICTIME...

C'est maintenant un bilan de huit morts après ces deux jours de grève, toujours abattus par les forces de répression de la dictature.

José Valdivia a été fauché par une rafale de mitraillette tirée par des militaires dans le quartier de Pudahuel.

#### DC LITIGE AVEC LE PC.

Des dirigeants de la Démocratie Chrétienne et de la sociale démocratie ont écarté la possibilité d'arriver à un pacte politique avec le Parti Communiste chilien, mais ils ont reconnu que les trois courants sont d'accord pour en finir avec le gouvernement de Pinochet.

De leur côté, les leaders de la coalition de gauche marxiste, le Mdp, ont affirmé l'existence d'un accord imminent avec l'AD autour d'une proposition unique de solution à la crise institutionnelle chilienne, après que les deux blocs aient soutenu la grève nationale.

Le vice-président de la DC a cependant déclaré que son parti ne signera aucun accord avec des secteurs qui encouragent la violence.

#### 7 JUILLET 1986.

#### ATTENTATS & L'EXPLOSIF.M.I.R.

Un groupe de personnes a fait sauter cette nuit un engin explosif à 50 mètres de la caserne centrale des carabiniers. Il n'y a pas eu de victimes, seuls des dégâts matériels dans les maisons voisines ont été enregistrés.

Quelques instants après l'explosion, une voix anonyme qui s'est présentée comme "porte-parole" du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire, M.I.R., clandestin, a appelé plusieurs centres de communication afin de revendiquer cette action.

#### 8 JUILLET 1986.

#### DECLARATIONS DU PC CHILIEN.

Le PC chilien "est disposé à accepter un gouvernement militaire de transition vers la démocratie, mais sans Pinochet", a-t-il précisé à Santiago.

Au cours d'une conférence de presse clandestine où de hauts dirigeants communistes chiliens se sont présentés le visage camouflé, il a été fait une analyse approfondie des deux derniers jours de grève. Le PC a assuré que ces journées ont été "la plus grande mobilisation de ces 13 dernières années".

Les dirigeants ont manifesté une opposition devant l'attitude de l'ambassade des USA au Chili, qu'ils ont qualifiée d'"erronée" et ont déclaré que "nous ne baisserons pas les bras devant le moindre obstacle visant à diviser les forces démocratiques".



ETATS-UNIS-ROJAS-CHILI.

A Washington plus de 300 personnes ont manifesté aujourd'hui au Dupont Circle et face à l'ambassade du Chili afin d'exiger une enquête approfondie sur la mort par brûlures du jeune Rodrigo Rojas qui a eu lieu dimanche dernier à Santiago.

Une délégation, en accord avec la police, a déposé une gerbe de fleurs au pied de l'ambassade et a été reçue plus tard par le chargé d'affaires chilien, Figueroa, à qui elle a remis une photo de R.Rojas.

Le groupe était emmené par le prêtre Joe Nangle, président de la Commission Justice et Paix du diocèse de Washington.

Des témoins de l'incident à Santiago affirment avoir vu une patrouille militaires brûler les deux jeunes gens mais les autorités ont aussitôt démenti la version et désigné un juge "spécial" pour enquêter sur l'affaire.

Bernard Kalb, porte-parole du Département d'Etat, a dit aujourd'hui que les EE.UU. souhaitent que ce juge mène "une enquête impartiale et complète (...) qui mettra en évidence les responsables d'actes criminels pour les juger et les punir".

11 JUILLET 1986.PINOCHET II ANS DE PLUS....

Pinochet vient de confirmer son projet de prolonger de II ans son régime afin "d'empêcher la menace totalitaire" du communisme.

Il a aussi exprimé sa volonté de maintenir la même constitution qu'il a lui même promulguée il y a cinq ans, étendant sa suprématie jusqu'en 1989.

Il a défendu son "droit légitime de continuer l'oeuvre de son gouvernement militaire au delà de 1989", dans une nouvelle phase présidentielle qui terminerait en 1997...

OPERATIONS DE RATISSAGE.

Aujourd'hui 37 personnes ont été arrêtées au cours d'opération de ratissage qui ont eu lieu sept heures durant dans la commune de Cerro Navia.

1300 habitants de ces quartiers ont été "contrôlés", selon une expression des autorités, mais d'autres versions parlent de 30.000 personnes touchées par cette répression.

12 JUILLET 1986.ETATS-UNIS-CHILI-ROJAS.

La majorité des journaux newyorkais ont condamné le régime chilien auteur de l'assassinat du jeune R.Rojas.

La junte militaire a protesté et demande 500 millions de dollars en réparation des dommages causés au régime...

La Département d'Etat a annoncé le voyage d'un haut fonctionnaire américain au Chili et des membres de ce bureau se sont déclarés "fâchés" devant les dernières déclarations de Pinochet.

En effet, le dictateur a dit que le jeune R.Rojas aurait pu porter sur lui un liquide inflammable et il se serait mis le feu tout seul..



"Nous possédons de nombreux témoignages qui disent avoir vu des soldats mettre le feu à Rodrigo. C'est vraiment la première fois que quelqu'un suggère qu'il ait pu se mettre le feu tout seul", déclare un fonctionnaire du D.D'Etat.

Dans un éditorial intitulé "Un acte de terreur au Chili", le Daily News, a répété les accusations portées antérieurement ainsi que le New York Times et le Washington Post, contre les soldats qui ont arrosé les deux jeunes d'essence avant de leur mettre le feu.

13 JUILLET 1986.

PRETRES-ARRESTATIONS.

Les prêtres catholiques du Chili sont solidaires des 15 leaders syndicaux emprisonnés, accusés de "subversion" contre le régime de Pinochet.

Les dirigeants appartiennent à l'Assemblée Civile.

C'est l'épiscopat qui a écrit cette lettre de soutien aux dirigeants, portée par Monseigneur Sergio Contreras.

La réunion des prêtres a été organisée pour discuter sur la situation sociale et politique du Chili, et dans leur message, ils soulignent que la violence est en train de mutiler le pays et qu'une de ses causes est le caractère militaire du régime en place qui l'engendre.

ATTENTATS.

Deux grands magasins d'alimentation ont été incendiés hier à Vina del Mar et Villa Alemana.

Les pompiers et la police déclarent que des engins explosifs en sont la cause.

Une autre bombe a été désamorcée dans un autre commerce de Quipue.

A Valparaiso, un bus a été incendié par un cocktail Molotov lancé par des inconnus.

Aucune organisation n'a revendiqué ces actions.

14 JUILLET 1986.

ETATS-UNIS-CHILI.

La Maison Blanche a démenti aujourd'hui les critiques faites par un sénateur républicain ultra-conservateur, Jesse Helms, contre l'ambassadeur des EE.UU au Chili, Harry Barnes; elle a dit que le diplomate représente fidèlement la politique du président Reagan en ayant assisté aux funérailles du jeune R.Rojas à Santiago.

La semaine dernière, Helms en visite privée au Chili, s'est montré indigné que Barnes "ait planté le drapeau nord-américain au milieu d'une activité communiste", durant l'enterrement et selon lui, si Reagan avait été présent au Chili, "il aurait renvoyé Barnes à Washington".



16 JUILLET 1986.

FAITS ET CHIFFRES.

Le Japon fournit actuellement de nombreuses voitures au Chili. Pendant le premier trimestre de cette année, les fabricants japonais ont occupé presque 80 % du marché et ont vendu 751 unités. Les autres importateurs sont le Mexique (6%) et la RFA (5,7 %).

Les usines SPIE Batignolles et Les Arcs, françaises, la SBG, chilienne prévoient d'investir 100 millions de dollars dans la construction d'un gigantesque centre sportif d'hiver dans les Andes centrales chiliennes face à Santiago.

Le complexe disposerait de 9000 hectares de pistes skiabiles, hôtels et maisons capables de recevoir 20.000 touristes et sportifs.

17 JUILLET 1986.

ILE DE PAQUES-ETATS-UNIS.

L'ambassade des EE.UU à Santiago a précisé que son pays ne reconnaît pas au Chili un domaine supérieur à une distance de 350 miles autour des îles de Pâques, Sala et Gomez, dans l'Océan Pacifique.

18 JUILLET 1986.

PEROU-BOLIVIE-CHILI.

Le Chili n'envisage pas de donner au Pérou une enclave territoriale dans le nord, près d'Arica.

C'est ce qu'a déclaré aujourd'hui la Chancelier Jaime del Valle, condamnant ainsi la version de la revue APSI, d'opposition, parue la semaine dernière.

L'article parlait d'un accord avec le Pérou qui aurait pu être signé, annoncé lors de la venue du pape Jean Paul II, en avril prochain.

Cet accord aurait offert à la Bolivie une possibilité de débouché vers la mer.

19 JUILLET 1986.

PROCES-BRULES.

L'apparition de nouveaux témoins a influencé l'Armée chilienne qui a remis à la justice 25 militaires impliqués dans l'attentat contre les deux jeunes brûlés.

Un communiqué de l'Armée a précisé que trois officiers ont été arrêtés depuis le début de l'enquête, cinq sous-officiers et 17 conscrits, ils ont été remis à disposition du Ministre de la Cour Suprême, Alberto Echavarría, nommé spécialement juge pour cette affaire.

Tant qu'aux carabiniers ils ont écarté toute implication dans ce crime.



ATTENTATS.

Plusieurs attaques ont été enregistrées depuis 24 heures à Santiago et Valparaiso.

Dans la capitale, un commando armé du FPMR a attaqué un camion chargé de poulets et les a distribués aux habitants du quartier de La Victoria.

Sept cents poulets ont été distribués, et à La Florida, deux personnes ont pris d'assaut un supermarché et ont distribué des aliments aux habitants.

21 JUILLET 1986.

BRULES-LE PROCES CONTINUE.

Le juge nommé spécialement pour l'affaire, A. Echavarría, vient de libérer les 17 soldats conscrits impliqués dans l'attentat contre les deux jeunes brûlés.

Le magistrat s'est déclaré "incompétent" pour poursuivre l'enquête et remettra le procès à la "justice militaire"...

V. Rojas, la mère du jeune homme brûlé, a dit aujourd'hui que son fils et Carmen Quintana ont accusé les membres de l'armée et ces mots figurent dans leur déposition, qui est aux mains du juge qui enquête.

22 JUILLET 1986.

EXILES.

Le Chancelier chilien a écarté toute "concession" du gouvernement militaire concernant les groupes d'exilés qui souhaitent rentrer dans leur pays.

Depuis trois ans le gouvernement de Pinochet a laissé rentrer peu à peu plusieurs centaines d'exilés, mais a en même temps publié une liste de 3500 opposants, pour la plupart dirigeants politiques de gauche, sur qui pèse l'interdiction absolue de revenir au Chili.

Le Chancelier a déclaré qu'à ce sujet "il n'y a rien de changé" et il a précisé que ce problème est examiné régulièrement par le Ministère de l'Intérieur.

23 JUILLET 1986.

ETUDIANTS ARRETES.

Au total 212 étudiants ont été arrêtés aujourd'hui alors qu'ils manifestaient contre la dictature dans plusieurs centres universitaires.

Les incidents ont éclaté d'abord à l'École de Droit de l'Université du Chili, qui a été occupée par les étudiants, ensuite évacués par les carabiniers.

D'autres affrontements ont eu lieu à l'Université Métropolitaine des Sciences de l'Éducation.

A Valdivia, 850 KM au sud de Santiago, les autorités de l'Université Australe ont ordonné l'arrêt "indéfini" des cours et la fermeture des locaux universitaires, en raison du désordre constant qui y régnait.



24 JUILLET 1986.

POLLUTION.

La mairie de Santiago a menacé de paralyser 180.000 des 450.000 véhicules motorisés qui circulent dans les rues, dans un effort pour essayer de diminuer la pollution atmosphérique qui atteint un degré inquiétant dans la capitale chilienne.

Santiago figure parmi les trois villes du monde les plus polluées avec Sao Paulo et Mexico.

25 JUILLET 1986.

CHIFFRES.

La Chine a été le meilleur acheteur de fer latinoaméricain pendant 1985, déplaçant les Etats-Unis, selon l'Institut Economique, qui regroupe les producteurs de la région, à Santiago.

La Chine a acquis 2,5 millions de tonnes, des 10.000.000 qu'ont fournis les usines de toute l'Amerique Latine. Les Etats-Unis ont acheté 2 millions de tonnes.

28 JUILLET 1986.

CHILI-OPERATIONS UNITAS.

Des bateaux de guerre chiliens et nord américains feront en commun des manoeuvres militaires en fin d'année, au cours des dénommées "Opérations UNITAS", selon un communiqué de l'armée chilienne.

La flotte nord américaine, dirigée par l'amiral David F. Chandler, sera composée des destroyers "Haylers" "Laurence", de la frégate "John L. Hall", "Yllar Country" et du sous-marin "Skjæjacq".

Les manoeuvres conjointes auront lieu face aux côtes chiliennes.

29 JUILLET 1986.

REVUE "ANALISIS".

La police a retiré de la circulation l'édition d'aujourd'hui de la revue d'opposition "Analisis", qui affichait en couverture le titre "Pinochet seul".

La réquisition a eu lieu après que le juge Leonel Berand ait ordonné lundi l'arrestation de J.P Cardenas, directeur de l'hebdomadaire, accusé de diffamation envers le chef d'état au cours de nombreux articles.

C'est le gouvernement militaire qui a ordonné cette mesure contre Cardenas et 29 autres journalistes, selon une loi de Sécurité Intérieure de l'Etat qu'ils auraient menacée...

Le juge a interdit la parution et la diffusion de cinq numéros qui suivent la ligne d'attitude critique face au régime.

DES ETUDIANTS ARRETES.

Au moins 200 étudiants ont été arrêtés aujourd'hui à Santiago au cours d'incidents les affrontant à la police dans la Faculté de Droit et à l'Institut Professionnel de Santiago.



BRULES-VIDEO-EGLISE.

L'Eglise Catholique chilienne affirme avoir vu un reportage vidéo montrant la scène où ont été brûlés les deux jeunes gens.

L'Evêque de Punta Arenas, MONS. Tomas Gonzalez, a dit aux journalistes que pendant une réunion extraordinaire de la Conférence Episcopale, les évêques chiliens avaient écouté les récits dramatiques des témoins oculaires du drame.

Il a ajouté que les évêques ont pu voir ce film vidéo montrant les faits du début à la fin.

31 JUILLET 1986.

BRULES-VIDEO-SUITE...

L'éventuelle existence d'un film vidéo tourné par la télévision française et diffusé en Argentine, à Rio Gallegos, sur les deux jeunes gens brûlés, anime aujourd'hui les débats à Punta Arenas, à l'extrême sud du Chili.

L'évêque a déclaré avoir vu des témoins à Rio Gallegos qui ont assisté à la projection du film, au cours d'une émission de la chaîne argentine "Argentina Televisora a Color", canal 8, où l'on pouvait parfaitement voir la scène. Selon le présentateur, le film vidéo appartient à la télévision française qui a pris ces images sur les lieux de l'attentat.





AOUT 1986 AU CHILI..

I AOUT 1986.

CHILI-CEE.

La CEE a demandé aujourd'hui au gouvernement de Pinochet qu'il accélère le processus de rétablissement de la démocratie et dialogue avec l'opposition, selon l'ambassadeur de Grande Bretagne à Santiago, John Hickman.

2 AOUT 1986.

CHILI-PROCES.

La justice chilienne a fermé le dossier de l'assassinat du syndicaliste Tucapel Jimenez, commis le 25 février 1982, selon un avocat de la famille.

Trois agents de la police secrète CNI et trois dirigeants syndicaux pro-gouvernementaux, étaient impliqués dans ce crime, par le juge qui menait l'enquête, mais aucunes charges n'ont été formulés contre eux en 1985 et le procès a été bouclé.

L'avocat avait demandé 10 enquêtes précises qui apporteraient les preuves formelles de leur implication afin de réouvrir le procès, mais elles n'ont pas été faites...

EVEQUE-ATTENTAT.

Des inconnus ont tiré sur l'évêque de Osorno, Miguel Caviedes Medina, mais il n'a pas été touché.

Il se trouvait chez lui et l'unique projectile est passé près de lui après avoir traversé les cloisons de bois et avant de s'écraser sur un mur de briques.

Caviedes, âgé de 56 ans, a déclaré que les carabiniers ont estimé que l'arme était de gros calibre et que le coup de feu avait été tiré d'une petite place qui se situe en face chez lui.

3 AOUT 1986.

ECONOMIE.

L'économie chilienne perd chaque année 630 millions de dollars à cause des grèves et des frais d'assistance médicale et sociale suite aux accidents provoqués par les alcooliques.

C'est une information provenant de la Société de Réintégration qui agit dans ce domaine.

Sur les 11 millions de chiliens, 1.300.000 souffriraient d'alcoolisme, selon cette Société.



4 AOUT 1986.

ATTENTATS.

Deux charges de dynamite de forte puissance ont explosé près d'une caserne et d'un commissariat de police, faisant deux morts et deux blessés graves, ainsi que des dégâts matériels.

Le régiment touché par cet attentat est celui qui abrite les militaires impliqués dans l'attentat contre les deux jeunes gens brûlés vifs par une patrouille au cours d'une manifestation.

A Valparaiso une autre explosion a détruit la façade des bureaux de la caisse de retraite des carabiniers.

Il n'y a eu aucune victime.

CHILI-SOCIALISTES.

Les socialistes chiliens exilés au Vénézuéla ont réélu leur secrétaire général politique, l'ex sénateur et ex secrétaire général du PSCH, Aniceto Rodriguez.

Ce congrès d'exilés socialistes a discuté durant trois jours de la situation au Chili, il a élaboré un programme de soutien à "La Demande du Chili" (exigences des organisations d'opposition de l'intérieur du Chili) et il a reçu l'appui des cinq principaux partis vénézuéliens.

5 AOUT 1986.

CHILI-LEIGH.

L'ex chef des forces armées chiliennes, le général Gustavo Leigh et 31 autres membres et ex membres de l'armée ne pourront quitter le pays, selon un ordre du juge qui enquête sur la disparition de 10 militants opposants au régime de Pinochet, selon un journal de Santiago.

Les opposants étaient membres du Parti Communiste Chilien et ils ont disparu en 1976, alors que Leigh dirigeait la FACH et faisait parti de la junte militaire au gouvernement.

Des documents réunis par les familles des disparus et des organismes de l'église catholique indiquent que ces personnes sont tombées aux mains d'un commando "anti-subversion" des Forces Armées et ont été assassinées.

Le chef de ce commando est Fuentes Morrison, un civil payé par la FACH, qui en 1985 a dû interrompre une mission en Afrique du Sud afin d'être interrogé par le juge qui suit le cas, Carlos Cerda.

Le général Leigh a été forcé d'abandonner le gouvernement en 1978.

CHILI-PRESSE.

Deux manifestants ont été arrêtés aujourd'hui à Santiago alors que la police réprimait des centaines de journalistes qui se dirigeaient vers les tribunaux de justice pour réclamer la liberté d'expression.

CHILI-SYNDICATS.

La Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) a qualifié d'"inhumaines" les conditions de détention des femmes prisonnières au Chili.



Une délégation de la CISL, qui vient de terminer une visite au Chili, s'est rendue dans la prison principale de Santiago, et s'est entretenue avec Maria Antonieta Saa, une des opposantes les plus connues, emprisonnée pour des raisons politiques.

Les membres de la délégation, qui se composait des représentants de la CTC bolivienne, la TUC britannique, la AFL-CIO nord-américaine et la TCO suédoise, se sont déclarés "effrayés par les conditions inhumaines et les traitements discriminatoires qui règnent dans les prisons de femmes et détenues politiques".

CISL de tendance réformiste regroupe I44 centrales syndicales, et prétend représenter 82 millions de travailleurs.

6 AOUT 1986.

CHILI-ECHANGE DE TIRS.

La garde d'une caserne militaire de Santiago a criblé de balles une voiture "bizarre" et l'unique occupant a été grièvement blessé.

L'incident a eu lieu à l'aube près du même régiment attaqué il y a quelques jours, la caserne "Libertadores", et la police déclare que le conducteur de la voiture n'a pas obéi à un ordre d'arrêter son véhicule et que la patrouille lui a tiré dessus.

Selon la police toujours, la voiture aurait été volée et le conducteur serait déjà fiché comme "voleur"....

ETUDIANTS-BOMBE.

Un engin explosif a explosé aujourd'hui à l'intérieur de l'Université Métropolitaine de Santiago, qui n'a pas fait de victime et causé de simples dégâts matériels.

La bombe contenait 200 grammes de poudre et elle était recouverte de billes de plomb, et elle avait été placée dans un des couloirs d'accès au salon d'honneur, dans le bâtiment principal de l'université.

CHILI-SOLIDARITE.

Le Comité des exilés chiliens en Italie a fait un appel aux forces démocratiques pour qu'elles appuient la nouvelle journée de manifestations qui aura lieu le 4 septembre.

Dans un document diffusé aujourd'hui, le comité a remercié le discours prononcé hier par le chef du gouvernement Bettino Craxi, devant le sénat, sur la nécessité d'une grande solidarité internationale et a demandé le boycott économique et politique du Chili afin que ce pays retrouve sa démocratie.

Il a aussi demandé une mobilisation internationale pour obtenir la libération de 15 dirigeants de l'opposition qui se trouvent actuellement dans les prisons chiliennes.

MORT D'UN JEUNE HOMME DISPARU.

Le dirigeant universitaire opposant au régime, Mario Daniel Martin a été retrouvé mort "dans d'étranges circonstances" sur une plage de la côte centrale.

Aujourd'hui la Jeunesse de la Démocratie Chrétienne dénonce cet assassinat.

Mario avait rendez-vous avec un camarade et il n'y a pas été, alors sa famille a commencé à le chercher ainsi que ses camarades.

Mario était trésorier de la CONFECH qui regroupe toutes les uni-



versités du Chili.

"Malheureusement, les événements que vit le Chili quotidiennement ne permettent pas de penser que Mario est mort par hasard. Si Mario a été assassiné, nous sommes sûrs que les tribunaux ne rendront pas justice", a déclaré un dirigeant de la CONFECH.

8 AOUT 1986.

CHILI-PASCAL ALLENDE-MIR.

Le leader du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR), Andres Pascal Allende, est rentré clandestinement au Chili et a donné une conférence de presse en plein centre de Santiago, où il a lancé un appel au soulèvement populaire contre le régime de Pinochet.

Pascal, neveu du Président Allende, est une des personnes les plus recherchées au Chili par la police secrète et il a accusé aujourd'hui les Etats-Unis d'encourager le retour de la démocratie au Chili afin de mieux protéger ses intérêts.

L'administration Reagan souhaite "un accord de transition dans l'ordre vers un régime qui réponde fidèlement aux intérêts impérialistes", a affirmé le secrétaire général du MIR.

Le jugement de Pascal est une réplique aux déclarations nord-américaines qui soutiennent un rétablissement "pacifique" de la démocratie, afin d'éviter le danger d'une plus grande polarisation sociale sous le régime militaire, selon certains porte-parole du département d'état.

"Le développement du pouvoir militaire du peuple est fondamental pour en finir avec la dictature", déclare Pascal.

11 AOUT 1986.

CHILI-ATTENTATS.

Une coupure d'électricité dans la ville de Copiapo enregistrée dimanche à l'aube, a été provoquée par un sabotage de la ligne à haute tension.

Cette 'panne' a gêné le repas entre les chefs d'entreprises et le Ministre de l'Industrie, qui avait lieu dans cette ville.

Pendant les heures d'obscurité plusieurs charges de dynamites ont été découvertes.

CHILI-ARSENAL.

Les forces militaires chiliennes se sont affrontées aujourd'hui avec un groupe de "guerrilleros" et se sont appropriées un important arsenal dans le nord du pays.

Durant le combat il y eu trois arrestations, mais aucune victime. ni blessé n'ont été déclaré.

L'arsenal comprenait 1300 kilos d'explosifs, des centaines de fusils, 240.000 projectiles, des grenades, un hopital de campagne et des bateaux de débarquement, et tout ceci a été transporté dans une caserne de Santiago où Pinochet est venu spécialement inspecter aujourd'hui.

"Avec tout ça, ils auraient pu faire exploser tout Santiago", a-t-il dit en sortant de la caserne.

Il a ajouté que les armes auraient pu équiper environ 600 hommes.

"Ça c'est la pointe de l'iceberg, il y bien d'autres choses encore", a-t-il dit.

Certaines versions affirment que les armes étaient de fabrication soviétique et nord américaine, et qu'elles étaient destinées à des organisations clandestines qui encouragent la lutte armée et le soulèvement populaire contre la dictature.



12 AOUT 1986.

CHILI-BRULES.

Le chef de la patrouille qui a brûlé les deux jeunes durant la manifestation, sera jugé pour "violence non nécessaire", selon la Cour Martiale de Santiago, après avoir reçu favorablement une réclamation des avocats des familles.

S'il est déclaré coupable à la fin du procès, l'officier, Pedro Fernandez Dittus, pourra être condamné à une peine de 10 à 20 ans de prison.

Mais pour l'instant il ne risque que trois ans de prison pour une "simple négligence"....

13 AOUT 1986.

CHILI-COUPURE D'ELECTRICITE.

Ce serait "une défaillance technique", selon les autorités, qui aurait provoqué la grande coupure d'électricité qui a plongé tout le Chili dans le noir.

Dans la capitale, le métro, les feux de signalisation ont été bloqués de 08h32 durant toute la matinée.

CHILI-OPPOSITION.

L'obstacle pour que le Chili retrouve un régime démocratique c'est Pinochet, "avec son entêtement à vouloir rester indéfiniment au pouvoir, à tous prix", a déclaré l'Alliance Démocratique.

"Face à la crise grave dont souffre le pays, dans un climat de violence aiguë, et de crimes horribles compromettant le régime, la pression sociale pacifique reste l'unique moyen pour trouver une solution politique concertée avec les forces armées", continue l'AD.

Le texte propose un plébiscite pour que les chiliens se prononcent pour le rétablissement des garanties individuelles et les droits civiques ainsi que pour la préparation à des élections présidentielles et parlementaires.

CONDEZA-ARRESTATION.

Le médecin chilien Edgardo Condeza, qui depuis deux mois est caché dans la clandestinité après des années d'exil, s'est remis lui-même aux autorités militaires.

CHILI-ARSENAL.

Le gouvernement de Pinochet a l'intention de dénoncer "devant les organismes internationaux" la participation de l'URSS, de Cuba et du Nicaragua, dans le débarquement d'un arsenal découvert dans le nord du Chili, selon des sources officielles.

Six personnes ont été libérées aujourd'hui, pour qui le Vicariat de l'Eglise Catholique avait présenté une demande d'Habeas Corpus, selon les autorités militaires elles étaient impliquées dans cette affaire d'armes cachées.



I4 AOUT 1986.CHILI-MIR.

Les forces de sécurité du régime militaire ont renforcé leur surveillance dans tout le pays, afin d'affronter une soit disante vague de sabotages et d'attaques de guerrilla contre des casernes, ont déclaré les forces de police de Santiago.

Le MIR célèbre aujourd'hui son 21-ième anniversaire et des porte-parole du parti ont annoncé que la date marquerait le commencement d'une offensive de ses miliciens.

Aujourd'hui une voiture-bombe a explosé dans une rue de Santiago et une personne a été blessée, plusieurs boutiques ont été incendiées à Talca, au sud de Santiago, apparemment provoqué par des bombes disposées au pied de leurs vitrines.

I5 AOUT 1986.ARSENAL-DEMENTI.

Le FPMR et le MIR ont démenti aujourd'hui leur participation au débarquement de l'arsenal trouvé la semaine dernière dans le nord du Chili.

Un homme, s'identifiant comme porte-parole du FPMR, a appelé divers journaux et radios de Santiago et leur a lu un communiqué, où il a rejeté totalement les accusations de la dictature.

Dans un autre appel téléphonique anonyme, un représentant du MIR a lui aussi nié les accusations gouvernementales.

I6 AOUT 1986.CHILI-ATTENTATS.

Un commando armé a pris d'assaut la radio Ignacio Serrano de la ville de Melipilla, 50 KM à l'ouest de Santiago, afin de pouvoir lancer un appel contre la dictature.

Les cinq membres du commando, certainement miliciens du MIR, ont immobilisé le personnel de la radio, et ont essayé de faire passer un message, mais l'un des techniciens de la radio a déconnecté l'énergie électrique et l'émission s'est interrompue.

Des carabiniers ont encerclé les lieux afin de retrouver les assaillants, parmi lesquels figuraient deux femmes qui se sont enfuies en voiture.

I8 AOUT 1986.CHILI-ATTENTAT.

Deux bombes ont explosé aujourd'hui sur une des collines de Santiago, sans faire de victime ni de blessé.

Les attentats ont eu lieu respectivement à 07H10 et 8H00 locales et ont semé la panique dans le secteur, en plein centre de la capitale.

Le premier engin avait été placé sur une petite place où, tous les matins, un militaire hisse le drapeau en souvenir d'un carabinier mort sur les lieux en avril 1980.

L'autre bombe a explosé à faible distance, là où tous les jours passe un patrouille de contrôle du quartier.

Aucune organisation n'a revendiqué ces actions.



CHILI-SEQUESTRATION.

Un colonnel de l'armée chilienne a été séquestré aujourd'hui par un groupe d'hommes armés qui l'ont arrêté dans la rue, près de chez lui, dans un quartier chic de Santiago.

L'enlèvement a eu lieu vers 07H00 quand Mario Haberle Rivadeneira montait dans la voiture afin de se rendre à son travail au Ministère de la Défense.

Il est âgé de 58 ans, et appartient au Service d'Espionnage de l'armée.

Le FPMM a revendiqué cette action auprès des agences de presse, par le moyen d'appels téléphoniques, selon l'organisation "le militaire sera libéré entre aujourd'hui et demain, sans qu'aucun mal ne lui soit fait".

La séquestration de ce colonnel montre le degré d'organisation et la bonne préparation des groupes qui encouragent la lutte armée contre la dictature.

CHILI-PRISE D'ASSAUT.

Cette après-midi, à Santiago, un commando a pris d'assaut les bureaux de l'agence de presse United Press International, au cours d'une action de propagande des "Détachements Populaires Cinq Avril", a informé la police.

Cinq membres du groupe, organisation inconnue jusqu'à aujourd'hui, ont fait irruption violemment, le visage couvert, dans les locaux, et ils ont obligé les journalistes à rester à l'intérieur des bureaux, situés face au Ministère de la Défense à 200 mètres du Palais de La Moneda.

Les assaillants n'ont lancé aucun appel, mais ils ont laissé sur les lieux un drapeau rouge et vert, avec l'inscription "D.P.5-A" et une lettre adressée "aux Forces armées", dont le texte est encore inconnu.

CHILI-LIBERATIONS.

La justice chilienne a libéré aujourd'hui 12 dirigeants de l'Assemblée Civile, qui étaient détenus depuis 38 jours, accusés d'avoir encouragé la grève générale contre le gouvernement de Pinochet.

A l'unanimité la Cour d'Appel de Santiago a remis en liberté les dirigeants, qui restent encore sous haute surveillance.

19 AOUT 1986.

CHILI-DESERTEUR.

Le FPMM a annoncé aujourd'hui qu'un militaire avait déserté et avait rejoint les rangs des milices du Front.

Il est le troisième militaire à quitter l'armée chilienne, il a 21 ans et il appartenait au régiment "Libertadores".

L'organisation révolutionnaire qui a revendiqué la séquestration du colonnel Haberle a remis aux journaux sa photo où l'on voit le militaire assis devant le drapeau du Front Patriotique Manuel Rodriguez.

La direction du Front a déclaré qu'elle s'était vue dans l'obligation de garder le colonnel "afin d'être entendue".



20 AOUT 1986.

ENLEVEMENT-INTERDICTION.

La dictature a imposé aujourd'hui la censure totale concernant toutes les informations sur la séquestration du colonel enlevé par le FPMR.

Toutes les informations, sauf celles provenant du gouvernement, sont interdites afin de "ne pas gêner l'enquête"...

FRANCE-CHILI-MIR.

Le journaliste chilien Ulises Navarro, emprisonné depuis huit ans au Chili pour ses activités au sein du MIR, vient d'être libéré à Santiago et partira en exil vers la France, selon des sources officielles.

Gomez Navarro, a été arrêté en 1978 par des agents de la dictature qui l'ont accusé d'appartenir au MIR et de collaborer à sa revue, "El Rebelde" éditée dans la clandestinité après le coup d'état.

Sa libération a été décidée par le gouvernement militaire.

"L'Ambassadeur de France à Santiago transmet ses remerciements aux plus hautes autorités chiliennes pour leur acte de clémence qui a permis à Monsieur Navarro de partir vers la France", précise un communiqué du représentant diplomatique, Paul Depis.

"Que tous ceux qui ont participé à cette chaîne de solidarité qui se termine bien aujourd'hui se sentent heureux et encouragés", ajoute la déclaration.

Le journaliste voyagera par Air France vers Paris.

CHILI-OPERATIONS RATISSAGE.

Des patrouilles militaires ont réalisé de nombreuses opérations de ratissage dans les quartiers pauvres de Santiago, cette nuit, dans le but de retrouver le colonel enlevé par le FPMR.

CHILI-JUSTICE.

Près d'une centaine de manifestants a été arrêtée par les carabiniers alors qu'ils participaient à des réunions-manifestations des "Journées pour la Justice", organisées par l'Assemblée Civile.

Avec des camions lance-eau, des bombes lacrymogènes, les agents ont dispersé les manifestants qui s'étaient rassemblés face aux tribunaux où le dirigeant Ricardo Vacarrezza a remis une lettre au Président de la Cour Suprême, Rafael Retamar, qui constitue une sévère critique de l'organisation et de l'application de la justice au Chili.

25 AOUT 1986.

CHILI-ARRESTATIONS.

La police a arrêté aujourd'hui la soeur et le beau-frère de Carmen Quintana, la jeune fille brûlée au cours d'une manifestation, par des militaires.

Un fonctionnaire de la justice a ordonné leur arrestation et tous les deux ont été arrêtés à leur domicile très tôt ce matin.



26 AOUT 1986.

JOURNALISTES-ARRETES.

Trois membres du conseil de rédaction de la revue Cauce ont été arrêtés sur ordre d'un tribunal militaire.

La journaliste Claudia Lanzarott et les avocats Jorge Ovalle Quiroz et Gonzalo Yanez Figueroa, président et directeur du journal d'opposition ont été emmenés sans qu'aucune charge ne pèse contre eux.

29 AOUT 1986.

CHILI-MORT.

Le conducteur d'un autobus du transport public de Santiago a été assassiné par un commando armé qui a essayé de brûler le véhicule, a indiqué la police.

Il a reçu une balle dans la poitrine alors qu'il tentait de résister aux attaquants.

Dix passagers ont pu échapper et se sortir sans gravité de l'incident qui a eu lieu en plein centre de la capitale.

CHILI-TE DEUM.

L'Evêque de Concepcion, José Manuel Santos, a annulé pour la troisième fois consécutive le Te Deum qui aurait du avoir lieu dans sa cathédrale le 18 septembre prochain pour célébrer l'anniversaire de l'Indépendance Nationale.

GUERRILLEROS-FRANCE.

Aujourd'hui le gouvernement chilien a mis en cause la France qu'il accuse d'abriter des militants communistes chiliens qui recevraient un entraînement militaire à Lyon pendant cinq mois.

Omar Cuevas Ibarra, arrêté à Concepcion, et membre de l'appareil militaire du PC Chilien a été mis à la disposition de la justice militaire.

Son arrestation a eu lieu alors qu'il installait un engin explosif dans un secteur centrale de Concepcion.

La déclaration officielle mentionne que Cuevas est entré au PC Chilien en 1983 "après plusieurs actions de propagande et d'agitation il a été envoyé en France par ses supérieurs en septembre de cette même année".

Ce communiqué ajoute "qu'à Paris il se serait connecté avec des militants du PC Chilien et se serait rendu à Lyon, où avec cinq autres terroristes chiliens il aurait participé à des cours d'entraînement de guérilla urbaine et rurale".

La mairie de Concepcion accuse la France d'avoir favorisé cet entraînement.

"Le cours a duré cinq mois, puis Cuevas est revenu au Chili après avoir accompli diverses tâches spécifiques à son parti" ajoute le communiqué officiel.

La dénonciation de la Mairie de Concepcion souligne qu'en décembre 84, Cuevas est revenu au Chili et est entré au sein de l'appareil militaire du PCCH à Concepcion et que ses premières actions ont été de faire des repérages sur de futurs lieux d'attentats.

"Au moment de sa détention Cuevas portait sur lui un engin incendiaire qu'il essayait de placer dans un supermarché", conclue le communiqué.



Les journaux chiliens font remarquer que c'est la première fois que le gouvernement met en cause directement un pays européen.

30 AOUT 1986.

VINA DEL MAR-ATTENTAT.

Cinq personnes ont été blessées aujourd'hui alors qu'un train plein de passagers a brûlé au cours d'une action de sabotage opérée par un commando d'hommes armés près de Vina del Mar.

Les carabiniers ont déclaré que le feu a détruit une grande partie des wagons, et qu'il a été provoqué par des engins incendiaires mis en place par des inconnus.

Aucune organisation n'a revendiqué cette action.

Pendant ce temps, à Santiago les deux gardes de l'Ambassade d'Afrique du Sud ont échappé de justesse à un attentat, ils avaient été attaqués à la mitrailleuse par des inconnus qui se déplaçaient en voiture.

31 AOUT 1986.

CHILI-CHOMAGE.

Le taux du chômage dans la ville de Santiago et sa banlieue atteint 15,4 % en juin ce qui fait baisser un peu le niveau par rapport au mois de juin 85 qui était de 16,2 %, selon le Département d'Economie de l'Université du Chili.

CHILI-JOURNALISTES ARRETES.

Le journaliste Juan Jorge Faundez, éditeur de la revue Cauce et rédacteur de l'agence espagnole EFE, a été mis à la disposition du Ministère de l'Intérieur après avoir été arrêté par la police, accusé de peindre sur les murs des appels à la grève générale le 4 septembre prochain.

Le journaliste a été arrêté avec deux autres personnes.